

Table des matières

<i>Sommaire</i>	5
<i>Avant-propos</i>	7

1^{RE} PARTIE DÉTECTER – ANTICIPER – PRÉVENIR

Chapitre 1

<i>Les limites de la définition juridique de l'activité agricole</i>	11
par Manon SAHUT	
I. Une définition actuelle inadaptée	12
A. L'activité agricole par nature.....	12
B. L'activité agricole par relation	14
C. L'activité agricole par détermination de la loi.....	15
II. Une nécessaire redéfinition ?.....	18
A. Une définition plurielle	18
B. L'inadaptation de la définition face à de nouvelles activités	20

Chapitre 2

<i>L'exploitant agricole marié et son patrimoine professionnel ..</i>	23
par Coralie DOVETTA	
I. Délimitation du patrimoine professionnel de l'exploitant agricole marié ...	26
A. La titularité du bien	26
B. L'utilité du bien	28
II. Exploitation du patrimoine professionnel de l'exploitant agricole marié ...	31
A. L'exploitation par l'agriculteur seul.....	31
B. L'exploitation avec l'aide du conjoint	32

Chapitre 3

<i>La notion d'associé-exploitant</i>	35
par Victoria LUCKE-VICCHIO	
I. La définition juridique de l'associé-exploitant.....	36
II. Les conséquences juridiques du statut d'associé-exploitant	38

Chapitre 4

Les agriculteurs en difficulté : les procédures de prévention ou d'anticipation 41

par Lionel MANTEAU

- I. Le traitement administratif des difficultés des entreprises agricoles 42
 - A. Dossiers éligibles à ces nouvelles dispositions 43
 - 1. Critères d'éligibilité de l'exploitant agricole 43
 - 2. Critères d'éligibilité de l'exploitation 44
 - B. Déroulement de la procédure 45
 - 1. Réalisation de l'audit 45
 - 2. Le plan de restructuration 47
 - 3. Le suivi technico-économique 48
 - 4. Règles générales d'attribution ou de restitution de ces aides 48
- II. Les procédures judiciaires préventives ou anticipatrices 49
 - A. Une question préalable : la présence ou non d'un état de cessation des paiements 49
 - B. La procédure d'alerte du président du tribunal judiciaire 52
 - C. Le mandat ad hoc 53
 - D. Le règlement amiable agricole 54
 - 1. Les principales caractéristiques du règlement amiable agricole 54
 - 2. La phase judiciaire du règlement amiable agricole 56
 - 3. Propos conclusifs relatifs au règlement amiable agricole 69

2^E PARTIE

TRAITER – PRÉSERVER – REBONDIR

Chapitre 5

Réflexions sur le tribunal compétent pour connaître les procédures collectives agricoles 73

par Emmanuelle SCHOLL

- I. Le nouveau Tribunal des activités économiques entre préjugés et défis 74
 - A. Des préjugés sur la situation actuelle 74
 - B. Les défis 74
- II. Les modalités de l'expérimentation 75
 - A. Le comité de pilotage 76
 - B. Le comité d'évaluation 77
- III. Le juge exploitant agricole 80
 - A. La désignation 80
 - B. Les mêmes devoirs mais pas les mêmes droits 81

Chapitre 6

Le sort des animaux de ferme dans les exploitations fragiles ou en difficulté : l'exemple de la Franche-Comté 83

par Quentin BEPOIX

I. Le cadre législatif de la protection des animaux de rente	84
A. Le droit civil et le droit rural.....	84
B. Le Code pénal	85
II. La détection, la prévention et la lutte contre la maltraitance des animaux de rente avant l'ouverture d'une procédure collective.....	87
A. Détection des animaux de rente en situation de maltraitance	87
B. Le contrôle par les services vétérinaires.....	87
1. L'organisme de contrôle.....	87
2. Les différentes catégories de contrôles réalisés.....	88
C. La gestion des signalements par les chambres d'agriculture	89
D. Le contrôle inopiné et la nécessité d'un signalement : les limites	90
1. Le déroulement du contrôle	90
2. L'issue du contrôle.....	90
3. La mesure de retrait	91
4. Le sort des animaux après la mesure de retrait : une solution de cession ou un placement auprès de l'OABA	92
III. La procédure collective et la prise en compte des animaux de rente.....	93
A. Le bétail dans l'entreprise agricole en redressement judiciaire	93
1. La prise en compte de l'aspect « économique » du bétail	93
2. La prise en compte de l'aspect « légal » du bétail.....	94
3. La nécessité d'une évaluation lors de la période d'observation.....	95
B. La prise en compte du bétail dans le plan d'apurement	96
C. Le bétail dans l'entreprise agricole en liquidation judiciaire	96
1. La préservation et la conservation du bétail dans l'attente d'une solution de cession	96
2. La poursuite exceptionnelle de l'activité : un outil indispensable ..	97
3. Les conditions matérielles et économiques de la mise en place d'une poursuite exceptionnelle de l'activité	98
4. La mesure de retrait, une solution subsidiaire mais parfois indispensable	100
D. Les modalités de cession du bétail.....	100
1. Le bétail : un bien meuble nonobstant son statut protecteur	100
2. La cession de gré à gré ou la vente aux enchères	100
3. Les limites à la cession du bétail.....	101

Chapitre 7

Exploitations agricoles en difficulté et coopératives agricoles.. 103

par Christine LEBEL

I. L'exploitant agricole, coopérateur en difficulté	105
A. La coopérative, créancière de l'exploitant en difficulté	105
B. Le contrat de coopération à l'épreuve de la procédure collective du coopérateur	107

II. La coopérative agricole en difficulté	107
A. Durée d'un plan de sauvegarde ou de redressement d'une coopérative en difficulté	108
B. Revendication portant sur les matières premières agricoles en stock à la coopérative agricole.....	109
C. Modification des statuts nécessaire à la survie de l'entreprise.....	111
D. Responsabilité spéciale de l'associé coopérateur.....	112

Chapitre 8

Particularismes dans le traitement des exploitations en difficulté : quelques précisions utiles

115

par Jean-Vianney SILHYAC KOUASSI

I. L'ouverture des procédures collectives agricoles à l'épreuve du statut des ruraux	116
A. Le redressement judiciaire	116
B. La liquidation judiciaire.....	117
II. L'issue des procédures collectives agricoles à l'épreuve du statut des baux ruraux.....	118
A. Exécution du bail rural	119
B. Résiliation ou non-renouvellement du bail rural.....	120
1. Initiative de l'administrateur ou du preneur « failli ».....	120
2. Initiative du bailleur.....	121

Chapitre 9

L'exploitant agricole, entrepreneur individuel : le sort de sa résidence principale et des autres immeubles en cas de difficultés financières.....

123

par Christine LABEL

I. La résidence principale face aux créanciers de l'entrepreneur individuel.	126
A. L'affirmation de la protection de la résidence principale	126
B. Une protection de la résidence principale fragilisée.....	127
II. Les autres immeubles de l'exploitant agricole.....	129

Chapitre 10

Cession de l'exploitation agricole en difficulté et autorisations administratives.....

133

par David LE BLANC

I. Le périmètre des biens visés par le plan de cession	135
II. Le choix du bailleur est primordial.....	137
III. Le contrôle des structures est exclu mais le juge peut en appliquer les règles.....	139

<i>Table des matières</i>	141
---------------------------------	-----